

10 mai 2025 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe à Kyiv.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, Monsieur le Président. Cher Volodymyr, merci pour l'accueil qui nous est fait. Je crois pouvoir dire ici qu'avec Monsieur le Chancelier, Monsieur le Premier ministre et Monsieur le Président, nous sommes extrêmement heureux d'être à vos côtés, d'être à tes côtés et aux côtés du peuple ukrainien en cette journée, parce que l'Ukraine se bat pour sa souveraineté, son indépendance, mais qu'elle est aujourd'hui le cœur battant de l'Europe qui croît dans la paix, qui croît dans la liberté.

Le 8 mai, nous avons eu l'occasion de célébrer en France la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la victoire. Et notre Europe, en effet, a célébré un 80e anniversaire et nous avons tous ces derniers mois pu consacrer, tu étais là lors de l'année dernière, des célébrations du Débarquement, les héros qui nous ont permis d'être libres il y a huit décennies de cela, puis de nous réconcilier en Européens et de défendre tous ici les mêmes valeurs. Nous sommes aujourd'hui à Kyiv parce que la paix et la liberté de l'Europe se jouent ici et parce que le camp de la paix est ici à Kyiv. Le camp de la guerre est aujourd'hui à Moscou, qui a décidé, il y a un peu plus de 10 ans, d'envahir la Crimée et, il y a un peu plus de 3 ans, de lancer cette guerre d'agression que nous connaissons. Et donc, ce qui se joue en Ukraine est bien l'avenir de nos principes, mais aussi de notre sécurité collective, l'avenir de la paix en Europe et de la défense des principes sur lesquels repose notre continent et plus largement l'ordre international.

C'est pourquoi nous nous battons et nous nous sommes battus à tes côtés ces dernières années pour soutenir l'Ukraine dans sa guerre de résistance, pour aussi garder le camp de tous les alliés engagé et uni pour obtenir une paix robuste et durable. Et c'est le cœur des initiatives prises ces derniers mois tous ensemble. Le président vient de l'exprimer, les dernières semaines ont permis de bâtir ce qui a été parachevé aujourd'hui et qui est, à nos yeux, une avancée majeure. Il y a eu une proposition américaine d'un cessez-le-feu. Nous avons souhaité qu'elle soit complétée d'un travail pour construire une paix robuste et durable, soutien à un format d'armée ukrainienne durable, force de réassurance, négociation pour utiliser ce cessez-le-feu.

Un cessez-le-feu inconditionnel de 30 jours a été agréé à Djeddah par le président ZELENSKY. Et il y a deux jours, le président TRUMP a réitéré sa volonté de proposer un cessez-le-feu inconditionnel de 30 jours. Je cite ses termes. Nous avons à l'instant, tous ensemble, ici présents, avec la vingtaine de pays membres de la coalition des volontaires, décidé de soutenir un cessez-le-feu qui commencera lundi prochain, sans aucune précondition. Pas de condition préalable à ce cessez-le-feu, ni de la part des Ukrainiens, ni de la part des Russes, qui a vocation à durer 30 jours sur terre, dans les airs et en mer, avec une surveillance assurée principalement par les États-Unis d'Amérique et auquel tous les Européens qui y sont prêts contribueront et qui permettra d'engager de manière immédiate les travaux et négociations entre les parties prenantes pour bâtir cette paix robuste et durable sur la question des territoires, la question des infrastructures énergétiques sensibles et la question évidemment des garanties de sécurité. En cas de violation de ce cessez-le-feu, nous sommes agréés que des sanctions massives seront préparées et coordonnées entre Européens et Américains.

Nous venons à l'instant, à l'issue de la réunion de la coalition des volontaires, d'avoir un échange avec le président Trump, à la fois pour lui rendre compte de ce travail, pour le remercier de l'initiative qu'il a prise, il y a maintenant plusieurs mois, et initiée, et nous aligner sur chacun de ses termes, ce qui est bien le cas. En plus de ce cessez-le-feu, et pour préparer cette paix robuste et durable, nous continuerons d'apporter, évidemment, notre soutien financier et militaire à l'Ukraine pour résister. Et surtout, nous continuerons d'agir pour que l'Ukraine ait des garanties de sécurité robustes, avec un format d'armée soutenable, des équipements qui lui permettent de dissuader toute nouvelle attaque, avec des coentreprises, des financements, mais également des formats équipements adaptés, et de continuer à travailler sur les forces de réassurance en second rideau.

Nous avons pu parler de tout cela à l'instant avec l'ensemble des chefs d'État et de gouvernement qui nous ont rejoints lors de la coalition des volontaires et nous continuerons évidemment d'avancer sur ces chantiers dans les semaines à venir en espérant que dès lundi, ceci puisse être le cadre de discussions concrètes entre les deux parties et avec toutes les parties prenantes autour de la table. Nous continuerons aussi d'avancer le moment venu sur le chantier de la reconstruction qui est ô combien essentiel.

En tout cas, en étant à vos côtés aujourd'hui, Monsieur le Président, cher Volodymyr, nous ne sommes pas simplement là, en effet, pour poursuivre le chemin des commémorations, mais pour affirmer en ce 10 mai que nous sommes pleinement mobilisés à vos côtés afin de rappeler au peuple ukrainien que nous ne l'abandonnerons jamais et afin de nous battre pour la paix. Et j'espère vivement que cette paix pourra commencer de manière concrète dès lundi, selon les termes que nous avons proposés, soutenus, et qui réunissent aujourd'hui les États-Unis d'Amérique, l'ensemble des Européens, évidemment l'Ukraine, et tous les alliés qui nous avaient rejoints, puisque le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Islande était aussi avec la Norvège et plusieurs autres autour de cette coalition des volontaires. À nous maintenant de faire, de bâtir cette paix, et cette paix qui dure.

Merci beaucoup.

Journaliste

Le porte-parole du Kremlin a semblé rejeter d'emblée, même par avance, le cessez-le-feu de 30 jours que vous proposez inconditionnel, au motif qu'il avantagerait l'Ukraine, notamment lui permettant de se réarmer, et il demande donc l'interruption des livraisons d'armes pendant ce cessez-le-feu. Est-ce une concession envisageable pour vous tous ? Ou alors prenez-vous cela comme un refus et passez-vous d'emblée à l'étape des sanctions ?

Et puis, c'était aussi aujourd'hui un Sommet de la coalition des volontaires, est-ce que le principe d'un déploiement des troupes en cas d'accord de paix, d'un déploiement de troupes européennes, y compris françaises, a-t-il été acté ? Et peut-être une question pour le président Zelensky, dès que l'Ukraine a signé l'accord sur les minéraux avec les États-Unis, est-ce que les discussions avec les États-Unis sur des livraisons d'armes et de l'assistance militaire de la part de Washington ont repris ?
Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Merci. Les propos du porte-parole russe précédaient la réunion que nous venons de tenir et faisaient suite aux annonces réitérées à plusieurs reprises d'un cessez-le-feu de 30 jours. Il y a eu unanimité aujourd'hui autour de la table des 5 dirigeants ici présents, mais de la vingtaine de dirigeants qui étaient réunis autour de cette visioconférence, et nous l'avons d'ailleurs évoqué juste après avec le président TRUMP, pour dire que le cessez-le-feu devait être inconditionnel parce que l'agressé a accepté le cessez-le-feu de manière inconditionnelle et parce qu'il ne vous a pas échappé par ailleurs que la Russie avait aussi un soutien militaire massif de plusieurs partenaires, remercié d'ailleurs durant le 9 mai. Et donc tout ce qui viendra troubler le jeu en mettant des conditions, c'est en quelque sorte une manœuvre dilatoire pour ne pas vouloir la paix. Et donc nous sommes très clairs, nous considérons qu'à partir de lundi, c'est en effet un cessez-le-feu sans conditions préalables qui est imposé.

Ensuite, toutes les conditions d'une paix durable seront discutées. Et c'est exactement ce qui structurera la discussion pour une paix durable. Mais ça n'est pas un préalable au cessez-le-feu. Et donc, ce faisant, nous attendons la réponse sur ce qui est ressorti de cette réunion d'aujourd'hui, la proposition qui est faite et qui nous unit, l'Ukraine, l'ensemble des Européens et Alliés et Américains. Pour ce qui est des différentes garanties de sécurité, vous le savez, il y a une gradation. D'abord, il y a l'aide immédiate à l'Ukraine qui doit se poursuivre. Ensuite, il y a la construction d'un format d'armée ukrainien dans la durée qui est, en quelque sorte, la première garantie de sécurité parce qu'aujourd'hui, dans notre Europe, l'Ukraine est la première armée. Et donc, c'est quel type d'équipement, quel type de formation, quel type justement d'entraînement et de soutien. Et donc c'est tout le travail qui a été piloté par nos chefs d'État-major au nom du collectif. L'État-major britannique et français l'ont fait en lien très étroit avec le chef d'État-major ukrainien.

Il y a maintenant un travail avec tous les pays de la coalition. Et puis en effet, il y a l'idée en deuxième rideau d'avoir des forces de réassurance qui sont davantage une signature stratégique. Et là aussi, plusieurs pays travaillent sur ce volet. Et donc, il y a eu plusieurs échanges entre nos dirigeants militaires. Ce travail va se poursuivre et chacun, dans les compétences qui sont les siennes, en fonction de ce qu'il peut et voudra fournir, se mettra autour de la table pour construire ces garanties de sécurité dans la durée. Mais avec un seul et même objectif, c'est plutôt de là qu'il faut partir, nous voulons la paix. Nous voulons que la paix, qui, on l'espère, va commencer dès lundi par le cessez-le-feu, puisse aboutir à un traité de paix durable. Et donc nous voulons que dans ce traité de paix, il y ait des garanties de sécurité qui dissuadent de toute agression à venir. Et donc, c'est la crédibilité de ces garanties de sécurité qui est clé, c'est ça que nous devons bâtir.

Journaliste

L'Ukraine serait-elle disposée à retirer ses troupes à 15 km de la ligne de front ? Et quels sont les pays disposés à envoyer des troupes en Ukraine, en provenance de Paris, notamment ? Vos délégations sont présentes à Kyiv. Pouvez-vous nous en dire plus quant au nombre de soldats ou de contingents susceptibles d'être déployés ou sur quelle rive du Dniepr ? Les aéroports, les gares, où seraient ces troupes ? Auraient-elles une autorisation de riposter en cas d'attaque ?

Emmanuel MACRON

Non, mais je vais vous dire. C'est tout un travail qu'on est en train de conduire. Je pense que, et je vous remercie de la précision de votre question, elle est légitime, mais il faut faire les choses en séquence. Et donc la première chose qu'on doit bâtir, c'est le cessez-le-feu et on doit se concentrer là-dessus.

Dès que le cessez-le-feu sera acté, il y a toute une série de choses que nous sommes en train de travailler. Renforcer l'armée ukrainienne pour qu'elle soit dissuasive et, en effet, d'avoir des forces de réassurance. Ceci va dépendre des discussions qu'on finalise entre tous les partenaires qui sont prêts à s'y joindre, et c'est un travail que nous menons franco-britannique, mais qui associe tout le monde. Est-ce que je peux vous donner une réponse définitive aujourd'hui ? Non. On travaille sur ces schémas. Est-ce que je veux vous donner une réponse définitive aujourd'hui ? Non. Parce qu'on ne va pas donner de la visibilité sur ce qu'on fera demain qui dépend d'abord de la première réponse qui est celle que la Russie doit apporter au cessez-le-feu. Et ensuite, on construira ce qui est efficace. Et peut-être que le plus efficace n'est pas ce qu'on est en train de se dire là. Donc, je pense qu'il faut faire les choses en séquence.

Premier élément, il y a eu un très gros travail qui a été fait. On a une proposition à un cessez-le-feu de 30 jours qui permet d'avoir un cadre de discussion. Vous le savez bien, s'il n'y a pas de cessez-le-feu, il ne peut pas y avoir de discussion de paix. Il ne peut pas y avoir de discussion de paix quand Kiev est attaquée chaque jour, quand il continue à y avoir sur le front des attaques terribles. Donc ça, c'est le préalable. Donc là, on doit tous se concentrer pour convaincre la Russie d'accepter ce cessez-le-feu qui commence lundi. À partir de là, il y aura 30 jours renouvelables, et on espère qu'elles seront renouvelées, de négociations qui commenceront. C'est dans le cadre de ces négociations que nous bâtissons des schémas de garantie. Et dans certains de ces schémas, oui, il peut y avoir des forces de réassurance, mais ça dépend de ce qui est coordonné avec l'Ukraine, du travail militaire, technique que nous sommes en train de faire et qui doit rester, vous le comprendrez, confidentiel à ce stade, parce que ce n'est pas le bon moment, et des discussions qu'il y aura entre l'Ukraine et la Russie. Voilà.

Mais en tout cas, ce que je veux que vous compreniez, c'est que l'intention qui nous lie tous, la volonté qui nous lie dans cette coalition des volontaires, c'est d'abord d'obtenir ce cessez-le-feu, mais que ce cessez-le-feu permette d'obtenir cette paix durable et robuste. Et donc que ce n'est pas le lendemain du cessez-le-feu qu'on lâchera l'Ukraine. Nous serons là dans la durée pour permettre à l'Ukraine, justement, de se reconstruire, mais aussi de se protéger de toute tentative d'incursion à venir.